



# LE DEVOIR

## L'élimination du no fault fera bondir les primes d'assurance

Le Bureau d'assurance du Canada contredit les promesses d'économies du ministre Bellemare

KATHLEEN LÉVESQUE  
LE DEVOIR

ront, prévient le Bureau d'assurance du Canada.

L'éventuelle modification du principe d'indemnisation sans égard à la faute (ou, selon l'expression consacrée, du *no fault*) accroîtra le risque que les compagnies d'assurance automobile devront assumer. Les 134 assureurs du Québec répartiront donc ce risque sur leurs clients, ce qui contredit les récentes déclarations du ministre Bellemare.

«C'est la seule certitude que l'on ait: il y aura des répercussions sur la prime des assurés», a affirmé hier en entrevue au *Devoir* le vice-président du Bureau d'assurance du Canada (BAC), Louis Guay. «Si on est exposé à un risque additionnel, soit des poursuites contre des criminels, et qu'on paie des indemnités de plus, les primes vont suivre la même courbe de croissance. Si les sinistres augmentent, il

va automatiquement y avoir un impact sur les primes», a-t-il ajouté.

M. Guay a rencontré Marc Bellemare mardi dernier afin de le sensibiliser aux «effets pervers» de son projet. Ce premier face-à-face a été provoqué par une déclaration publique du ministre, qui a fait sursauter le BAC.

VOIR PAGE A 8: PRIMES

Michel Audet en entrevue

## Québec remet en cause de grands projets péquistes

Le projet d'aluminerie Alcoa dans Portneuf sera révisé, affirme le ministre du Développement économique

ROBERT DUTRISAC  
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

Compte tenu de la situation précaire des finances publiques, le gouvernement Charest remet en question les engagements du gouvernement Landry envers certains grands projets comme l'aluminerie Alcoa dans Portneuf.



Michel Audet

Au cours d'une entrevue accordée au *Devoir*, le ministre du Développement économique et régional, Michel Audet, a laissé savoir que les derniers engagements du gouvernement péquiste, faits par l'entremise d'Investissement Québec ou d'autres sociétés d'État comme la Société générale de financement (SGF), sont présentement scrutés à la loupe pour tenter d'y mettre fin ou encore d'en diminuer le coût pour l'État.

VOIR PAGE A 8: PROJETS

## Plus question de pomper de l'argent dans la SGF

ROBERT DUTRISAC  
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

Le gouvernement Charest cessera de «pomper» de 300 à 500 millions par an dans la Société générale de financement (SGF), mettant ainsi au rancart le plan quinquennal de la société d'État, qui prévoit des investissements de 12 milliards.

«On pompe dans la SGF entre 300 et 500 millions par année. On ne peut pas, nous, repomper. On n'a pas d'argent», a indiqué le ministre du Développement économique et régional, Michel Audet, au cours d'une entrevue accordée au *Devoir*. La situation des finances publiques «fait en sorte qu'on ne pompera pas des centaines de millions dans la SGF», a-t-il tranché.

Ceci signifie donc que le plan quinquennal de la SGF, adopté par le gouvernement Landry le 12 février dernier et prévoyant un réinvestissement annuel dans la société d'État par son unique actionnaire, est abandonné.

VOIR PAGE A 8: POMPER

■ Il y aura des compressions partout, dit Jean Charest, sauf en santé et en éducation. Nos informations en page A 4.

### INDEX

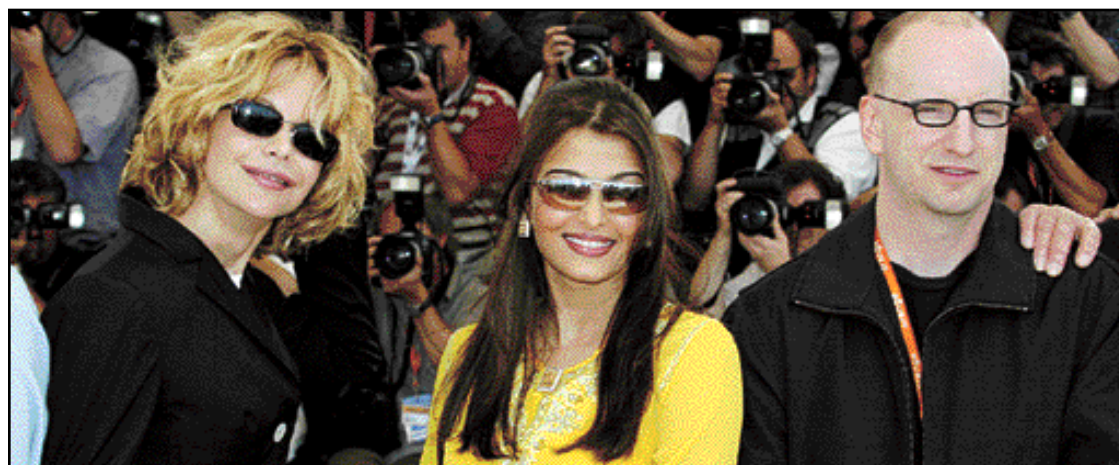
7	Announces..... B 5	Idées..... A 7
8	Avis publics..... B 4	Météo..... B 5
9	Bourse..... B 2	Monde..... A 5
10	Culture..... B 8	Mots croisés..... B 5
11	Économie..... B 1	Sports..... B 6
12	Éditorial..... A 6	Télévision..... B 7

## Trouvez les OGM



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

YEUX BANDÉS, des activistes de Greenpeace ont de nouveau dénoncé hier l'absence d'étiquetage clair, pourtant exigé à maintes reprises, sur les produits transformés à base d'OGM. Et ce, pour mieux les éviter. Et ils ne sont pas seuls: 75 % des Québécois aimeraient voir disparaître les OGM de l'alimentation de leurs enfants, selon un sondage commandé par l'organisation écologiste. Lire nos informations en page A 2.



REUTERS

Trois des membres du jury: l'actrice américaine Meg Ryan, l'Indienne et ex-Miss Monde Aishwarya Rai et le réalisateur américain Steven Soderbergh.

Ouverture de la 56<sup>e</sup> édition du festival

## Tout baigne à Cannes Français et Américains au sein du jury promettent de ne pas se faire la guerre

ODILE TREMBLAY  
LE DEVOIR

Cannes — Les festivaliers otages de la grève des transports de mardi sont arrivés à Cannes en plus ou moins bon état, les uns rageurs, les autres soulagés. En ce jour 1 du grand rendez-vous du film, on sabre le champagne comme si de rien n'était. Les retardataires se mêlent aux autres. C'est parti.

Bien sûr, le SRAS a fait des siennes. Au Marché du film de cette année, la Chine et la Thaïlande, épidémie oblige, ont réduit leur représentation de moitié et la Corée du Sud a diminué la sienne de 36 %. Mais en gros,

tout baigne, et le soleil aussi. À la surprise générale, toujours au Marché du film (le vrai indice de participation nationale à ce festival), le Royaume-Uni et les États-Unis, pays va-et-guerre contre l'Irak, écorchés par la position pacifiste de la France, se révèlent ici plus présents que jamais. Hausse de 6 % du côté américain, nous indiquent des chiffres tout frais. Bizarre, bizarre!

Rappelons qu'au début de l'année, alors que la France et les États-Unis étaient à couteaux tirés sur ces questions bellicistes, un mot d'ordre avait circulé à Hollywood: «Boycottons le Festival de Cannes!»

VOIR PAGE A 8: CANNES

## Le PLC veut que l'opposition l'aide à contrer Jean Chrétien

Financement électoral: le président du Parti libéral livre bataille à son propre gouvernement

HÉLÈNE BUZZETTI  
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

Mécontent du projet de loi sur le financement électoral que pilote son propre gouvernement, le président du Parti libéral du Canada, Stephen Le Drew, a demandé aux partis d'opposition à la Chambre des communes de travailler avec lui en vue d'obtenir d'importants changements.

M. Le Drew a ainsi joint un haut représentant du Nouveau Parti démocratique ainsi que le responsable du financement du Parti progressiste-conservateur, Irving Gerstein, en plus de solliciter un rendez-vous téléphonique avec le président de l'Alliance canadienne, Don Plett, a appris *Le Devoir*.

Dans sa version actuelle, le projet de loi d'Ottawa sur le financement électoral limite à 1000 \$ les dons des entreprises et des syndicats et à 10000 \$ ceux des individus à un parti politique au cours d'une même année. Les pertes de revenus des partis seraient compensées par un financement étatique de 1,50 \$ pour chaque vote obtenu aux dernières élections.

M. Le Drew a déjà dit publiquement qu'il trouvait nettement trop bas le plafond des entreprises et des syndicats et que celui-ci compromettrait la santé financière du Parti libéral du Canada (le PLC est le parti qui dépend le plus du financement des entreprises).

VOIR PAGE A 8: PLC

■ Penélope Cruz et Vincent Perez, les enfants chéris de l'ouverture du festival, page B 8